ORDRE DU JOUR
Séance du 20 Décembre 2016

- 1 – COMPTE-RENDU DU PRECEDENT CONSEIL MUNICIPAL.
- 2 – PLAN LOCAL D'URBANISME
- 3 – CHEMIN RURAL LE MOULIN BAS
- 4 - FINANCES
- 5 – PERSONNEL
- 6 – TRAVAUX
- 7 – COMMUNAUTE DE COMMUNES LACS ET GORGES DU VERDON
- 8 – CENTRE DE GESTION
- 9 – MEDECINE DU TRAVAIL
- 10 – DECISION DU MAIRE
- 11 - QUESTIONS DIVERSES

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL

Monsieur le Maire ouvre la séance à 20 h 30.

Présents :

M. FAURE Antoine, Maire

MM. MEYERE Pierre, CATURLA Béatrice, HUGOU Rémy - Adjoint

MM. CIOFI Jean-Pierre, GALLIGANI Marie-Pierre, JAUBERT Léone, LOVERGNE Jean-Éric, MARKOTIC Sonia, MEYERE Xavier, POCLET Cécile, VINCENTELLI Patrick, VIRY Roland - Conseillers.

Absents excusés :

M. PANTEL Bernard

procuration à M. VINCENTELLI Patrick

Mme ROUX Marlène

procuration à Mme CATURLA Béatrice

Mme BONAVENTURE Marie-Françoise

procuration à Mme GALLIGANI Marie-Pierre

M. LIONS Donin

Le quorum requis étant atteint, le Conseil Municipal peut valablement délibérer.

Monsieur le Maire demande des volontaires pour assurer le secrétariat de séance, Monsieur Pierre MEYERE se présente et est élu.

1 – PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU CONSEIL DU 2 NOVEMBRE 2016

Monsieur le Maire rappelle les différents points abordés lors de la séance.

Le procès-verbal est adopté à l'unanimité par les membres du conseil.

2 – PLAN LOCAL D'URBANISME

☞ Prescription de la procédure de modification n° 2

Monsieur le Maire rappelle aux membres du Conseil Municipal que, par délibération n° 2015-106 en date du 10 novembre 2015, le Conseil Municipal a décidé de délimiter un périmètre provisoire de Projet Urbain Partenarial (PUP) sur le secteur dit "Uchane", couvrant des zones 1AUD, 1AUD1, 1AUE et UE du PLU.

Par cette décision, le Conseil a marqué son intention de mettre en place un aménagement cohérent avec la participation financière des propriétaires et/ou leurs opérateurs. Un premier niveau d'études techniques de faisabilité a alors été commandé : topographiques, hydrauliques, économie générale.

Ces études permettent aujourd'hui d'aller plus avant dans l'élaboration du projet qui doit passer par une modification limitée des orientations d'aménagement du PLU pour cette zone.

Vu l'ordonnance n° 2012-11 du 5 janvier 2012, portant clarification et simplification des procédures d'élaboration, de modification et de révision du document d'urbanisme ;

Vu l'ordonnance n° 2015-1174 du 23 septembre 2015 et le décret n° 2015-1783 du 28 décembre 2015 relatifs à la partie législative et à la partie réglementaire du Livre Ier du code de l'urbanisme ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment les articles L.151-1 et suivants, L.152-1 et suivants, L.153-1 et suivants et R.153-1 et suivants ;

Vu l'article 12 du décret du 28 décembre 2015 susvisé, selon lequel l'article R.123-1 à R.123-14 du code de l'urbanisme dans leur rédaction en vigueur au 31 décembre 2015 restent applicables aux plans locaux d'urbanisme qui font l'objet, après le 1er janvier 2016, d'une procédure de modification ;

Vu le plan local d'urbanisme de la commune d'AUPS approuvé le 17 Juin 2013 par délibération du Conseil municipal, modifié par délibération du 21 janvier 2014 ;

Considérant qu'il apparaît nécessaire de procéder à la modification du PLU pour les motifs suivants :

- Un rééquilibrage entre économie et habitation,
- La modification éventuelle de l'emplacement réservé n°17 en fonction du dispositif retenu pour le raccordement sur la RD 31, en concertation avec le Conseil Départemental du Var et les propriétaires concernés,
- L'inscription en emplacements réservés de l'emprise des principaux ouvrages publics : voirie et gestion des eaux pluviales,
- L'affirmation du caractère paysager des projets par des prescriptions adaptées.

Considérant qu'en application de l'article L.153-36 du code de l'urbanisme, en dehors des cas où une procédure de révision s'impose, ce qui n'est pas le cas en l'espèce, le PLU peut faire l'objet d'une modification lorsque la commune envisage de modifier le règlement, les orientations d'aménagement et de programmation, ou le programme d'orientations et d'actions ;

Considérant qu'en vertu de l'article L.153-41 du même code, la modification du PLU est soumise à enquête publique lorsque le projet a pour effet :

- soit de majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;
- soit de diminuer ces possibilités de construire ;
- soit de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser ;

Considérant que les modifications envisagées dans le cadre de la présente procédure relèvent du champ d'application de la modification du PLU avec enquête publique ;

Considérant qu'en application de l'article L.153-40 du code de l'urbanisme, le projet de modification devra être notifié au préfet et aux personnes publiques associées (PPA) avant l'ouverture de l'enquête publique ;

Considérant qu'en application de l'article L.153-38 du code de l'urbanisme, le projet de modification portant sur l'ouverture à l'urbanisation d'une zone, une délibération motivée du Conseil municipal devra justifier de l'utilité de cette ouverture au regard des capacités d'urbanisation encore inexploitées dans les zones déjà urbanisées et la faisabilité opérationnelle d'un projet dans ces zones ;

Le Conseil à l'unanimité, décide :

- ❖ D'ENGAGER une procédure de modification n° 2 du PLU en application des dispositions de l'article L.153-37 du code, notamment en adaptant les orientations d'aménagement dans le périmètre des zones 1AUE et 1AUD1 du secteur Uchane et marginalement UDb,
- ❖ DE CHARGER un cabinet d'urbanisme de la réalisation cette modification n°2 du PLU.
- ❖ PRECISE qu'en cas d'enquête publique, la présente délibération sera notifiée au Préfet et aux personnes

- publiques associées, avant l'ouverture de l'enquête, étant observé que, le cas échéant, les avis émis seront joints au dossier d'enquête.
- ❖ PRECISE à l'issue de l'enquête publique, le projet de modification éventuellement amendé pour tenir compte des avis des PPA, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur sera approuvé par délibération motivée du Conseil municipal.
 - ❖ AUTORISE Monsieur le Maire à entreprendre toutes démarches et à signer tous documents nécessaire à l'élaboration de la modification n° 2 du PLU.
 - ❖ PRECISE que les crédits afférents à cette modification seront inscrits au budget, article 202.

Conformément au Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie pendant un mois et d'une mention dans un journal diffusé dans le département.

Chacune de ces publicités mentionnera le lieu où le dossier pourra être consulté.

☞ Prescription de la procédure de révision du PLU

Monsieur le Maire rappelle aux membres du Conseil Municipal :

- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'AUPS approuvé par délibération du Conseil municipal le 17 Juin 2013, modifié par délibération du 21 janvier 2014.
- La loi SRU (Solidarité et Renouvellement Urbains), n° 2000-1208 du 13 décembre 2000
- La loi UH (Urbanisme et Habitat), n° 2003-590 du 2 juillet 2003
- La loi Grenelle II n° 2010-788 du 12 juillet 2010
- La loi ALUR (Accès au Logement et un Urbanisme Rénové), n° 2014-366 du 24 mars 2014,
- La loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt,
- La loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques,

Monsieur le Maire expose qu'il convient d'apporter des adaptations au PLU communal afin :

- De prendre en compte les nouvelles dispositions législatives et réglementaires issues de la loi ALUR, avec l'application immédiate de certaines dispositions, telles que la suppression du COS et des superficies minimales.
- De prendre en compte les nouvelles dispositions législatives et réglementaires issues de la loi Grenelle II, principalement sur une prise en compte plus affirmée de l'environnement dans les domaines d'urbanisme. Cette prise en compte nécessite une mise en révision du PLU de la commune afin d'intégrer les dispositions de ces différentes Lois et cela avant le 1^{er} janvier 2017.
De plus, l'Ordonnance n° 2015-1174 du 23 septembre 2015 relative à la partie législative du livre 1^{er} du Code de l'Urbanisme, ainsi que le Décret n° 2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du livre Ier du code de l'urbanisme et à la modernisation du contenu du plan local d'urbanisme, imposent un nouveau contenu au sein des divers documents du PLU.
- Intégrer les nouvelles dispositions règlementaires issues de la loi n°2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, (dite loi Macron) modifiant le contenu réglementaire des zones Agricoles et Naturelles des PLU.
- Réviser l'état initial de l'environnement du PLU et y intégrer les analyses relatives à la consommation de l'espace, au schéma régional de cohérence écologique et du plan climat air énergie et réviser l'évaluation environnementale du PLU.
- Retravailler le zonage et le règlement du PLU, notamment au sein des zones urbaines.
- Réviser le zonage et le règlement du PLU, en vue de favoriser l'émergence de projets à traduire en STECAL,

- D'étudier certains éléments issus de réclamations ou constatations afin d'optimiser la cohérence et la politique de l'urbanisation,
- De rectifier des erreurs matérielles.

Vu les articles L.153-31 et suivants du Code de l'Urbanisme relatifs à la procédure de révision du Plan Local d'Urbanisme,

Vu les articles L103-2 du Code de l'Urbanisme qui disposent entre autre que toute révision de PLU doit faire l'objet durant toute la durée du projet d'une concertation des habitants, des associations locales et des autres personnes concernées,

Vu l'article L.300-2 du Code de l'Urbanisme relatif à la concertation du public,

Vu les articles L.132-7 et L 132-8 du Code de l'Urbanisme relatifs à l'association des personnes publiques associées ou intéressées à l'élaboration des documents d'urbanisme,

Le Conseil à l'unanimité,

- ❖ DECIDE de prescrire la révision du Plan Local d'Urbanisme conformément aux dispositions du code de L'urbanisme et dans le respect des objectifs énoncés ci-dessus.
- ❖ DECIDE de charger un cabinet d'urbanisme de la réalisation de la révision du PLU.
- ❖ DECIDE de soumettre à la concertation des habitants, , des associations agréées à leur demande, des associations locales et des personnes concernées, le projet de Plan Local d'Urbanisme pendant toute la durée de sa révision ; à cette fin, seront réalisées :
 - une réunion publique suivie d'un débat avec la population ; les dates et lieux de cette rencontre publique seront diffusées par voie d'affichage ;
 - la mise en place d'un livre blanc accessible au public, ainsi que les éléments de nature à alimenter une exposition publique, durant toute la durée de la révision du PLU ;
 - des articles publiés dans la gazette locale ou le site internet de la commune informant la population de l'état d'avancement des études ;
- ❖ DECIDE de fixer les modalités de la mise à disposition du projet de révision au public comme suit :
 - Notification au Préfet et aux personnes publiques associées (PPA), du dossier de révision du PLU.
 - Mise à disposition du dossier et le cas échéant, des avis des PPA, aux jours et heures d'ouverture indiqués ci-après :
 - Lundi, Mardi, Jeudi et Vendredi : de 8 h à 12 et de 13 h 30 à 16 h 30.
 - Mercredi : de 8 h à 12 h.
 - Samedi : de 9 h à 12 h.
 - Mise à disposition en Mairie d'un registre permettant au public de formuler leurs observations, durant un mois.
 - Mise en ligne sur le site de la commune : www.aups.fr
 - Affichage en Mairie et sur les panneaux d'informations d'un avis précisant l'objet de la révision, les dates, le lieu et les heures auxquels le public pourra consulter le dossier et formuler des observations.
- ❖ AUTORISE Monsieur le Maire à signer tous documents et à engager toutes études nécessaires à la révision du Plan Local d'Urbanisme.
- ❖ DECIDE de solliciter de l'Etat, conformément aux dispositions de l'article L132-15 du code de l'urbanisme, qu'une dotation complémentaire soit allouée à la commune pour couvrir les frais matériels et d'études nécessaires à la révision du Plan Local d'Urbanisme.
- ❖ PRECISE que les crédits destinés au financement des dépenses afférentes à la révision du Plan Local d'Urbanisme seront inscrits au budget de l'exercice considéré, Chapitre 20 - Article 202.

- ❖ DECIDE que seront associés à la révision du PLU, conformément aux dispositions de l'article L132-7 et suivants du code de l'urbanisme, l'Etat, la Région, le Département, le syndicat mixte du Parc Naturel Régional du Verdon, le syndicat mixte en charge du SCOT de la Provence Verte, le syndicat mixte en charge du SCOT de la Communauté d'Agglomération Dracénoise, le syndicat mixte d'agglomération Durance, Luberon, Verdon, la communauté de communes CCLGV, la chambre de commerce et d'industrie, la chambre de métiers, la chambre d'agriculture, l'établissements public de coopération intercommunale compétent en matière de programme local de l'habitat.
- ❖ DECIDE que seront consultés à leur demande, les associations locales d'usagers agréées dans des conditions définies par décret en Conseil d'Etat, les associations de protection de l'environnement agréées mentionnées à l'article L141-1 du code de l'environnement; les communes limitrophes, l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont la commune en charge de l'élaboration du plan est membre, lorsque cet établissement n'est pas compétent en matière de plan local d'urbanisme ; les établissements publics de coopération intercommunale voisins compétents, le représentant de l'ensemble des organismes mentionnés à l'article L411-2 du code de la construction et de l'habitation propriétaires ou gestionnaires de logements situés sur le territoire de la commune, conformément aux dispositions de l'article L132-12 et L132-13 du code de l'urbanisme.
- ❖ DECIDE d'autoriser Monsieur le Maire à recueillir l'avis de tout organisme ou association compétent en matière d'aménagement du territoire, d'urbanisme, d'environnement, d'architecture, d'habitat et de déplacements, conformément aux dispositions de l'article R132-5 du code de l'urbanisme.
- ❖ DECIDE d'autoriser Monsieur le Maire, conformément aux dispositions de l'article L151-11 du code de l'urbanisme, à surseoir à statuer, dans les conditions et délai prévus à l'article L424-1, sur les demandes d'autorisation concernant des constructions, installations ou opérations qui seraient de nature à compromettre ou à rendre plus onéreuse l'exécution du futur Plan Local d'Urbanisme.

La présente délibération sera notifiée aux autorités et administrations visées par les articles L.121-4 et 123-6 du Code de l'urbanisme :

- au Préfet du Var
- au Président au Président du Conseil Régional PACA
- au Président du Conseil Départemental du Var
- au Président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de programme local de l'habitat
- au Président du Syndicat Mixte du Parc Naturel Régional du Verdon
- au Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var
- au Président de la Chambre des Métiers du Var
- au Président de la Chambre d'Agriculture du Var
- au Président du Syndicat Mixte du Pays de la Provence Verte, gestionnaire du SCOT,
- au Président de la Communauté d'Agglomération Dracénoise en charge de l'élaboration du SCOT
- au Président de la Communauté d'Agglomération Durance, Luberon, Verdon, gestionnaire du SCOT,
- au Président de la Communauté de Communes;

La présente délibération sera également notifiée aux autres personnes publiques suivantes :

- aux Maires des communes limitrophes,
- au centre national de la propriété forestière,
- à l'institut National de l'Origine et de la Qualité des appellations d'origine contrôlée,
- la commission départementale de la consommation des espaces agricoles prévue à l'article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime,
- l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de programme local de l'habitat

Conformément aux articles R.153-20 et R.123-21 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en Mairie durant un mois et d'une mention dans un journal diffusé dans le département.

3 – CHEMIN RURAL LE MOULIN BAS

☞ Acquisition de parcelles et intégration dans le domaine public

Monsieur le Maire rappelle les différents échanges avec Monsieur BRUNA, propriétaire des parcelles cadastrées section C n° 777, 778, 780, 782 et 784 lieudit "Le Moulin Bas" à Aups, d'une superficie totale de 133 m².

Compte-tenu que le chemin des Prés, dévié au fil du temps par l'usage des riverains, ne correspond plus à son tracé cadastral et qu'il traverse la propriété de Monsieur BRUNA. Et afin de régulariser cette situation, Monsieur le Maire propose d'acquérir ces parcelles de terrain d'environ 30 mètres de long et 133 m² de superficie, au prix de 1 € le m².

Le Conseil à l'unanimité, approuve l'acquisition des parcelles cadastrées section C n° 777, 778, 780, 782 et 784, lieudit "Le Moulin Bas" à Aups, d'une superficie de 133 m² au prix de 1 € le m² soit pour un montant de 133 €, précise que ce bien sera intégré dans le domaine privé de la commune et donne pouvoir à Monsieur le Maire pour effectuer toutes les démarches nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération et à signer tous documents nécessaires à cette procédure.

☞ Cession d'une portion de l'ancien chemin à Monsieur et Madame BRUNA

Monsieur le Maire expose que le Chemin des Prés a été dévié au fil du temps par l'usage, dans la partie traversant la propriété appartenant à Monsieur BRUNA et n'est plus utilisée à ce jour.

Ce tronçon inusité ne répond plus aux normes de passage des véhicules, notamment au niveau de la traversée du canal et nécessiterait de gros investissement pour sa mise aux normes.

De fait, la commune a décidé d'acquérir à Monsieur BRUNA, les parcelles cadastrées section C n° 777, 778, 780, 782 et 784, lieudit "Le Moulin Bas" à Aups afin de dévier le tracé du chemin des Prés.

Considérant que la partie initiale, cadastrée section C n° 775 d'une superficie de 284 m², n'est pas susceptible d'être affecté utilement à un service public communal et que la commune a besoin de ressources pour faire face à l'acquisition des parcelles susmentionnées pour la continuité du chemin rural, Monsieur le Maire propose l'aliénation de cette parcelle.

Le Conseil à l'unanimité, autorise Monsieur le Maire à faire toutes les diligences nécessaires pour aboutir à l'aliénation de gré à gré de la parcelle cadastrée section C n° 775 d'une superficie de 284 m², fixe le prix de vente à 1 € le m², soit un montant de 284 € et donne pouvoir à Monsieur le Maire pour effectuer toutes les démarches nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération et à signer tous documents nécessaires à cette procédure.

4 - FINANCES

☞ Service jeunesse : Projet séjour 2017 en Angleterre

Monsieur le Maire présente le projet dressé en vue d'un séjour en Angleterre pour les adolescents et enfants de 8 à 17 ans du 17 juillet 2017 au 24 juillet 2017 à LONDRES (Grande Bretagne).

Ce séjour organisé par la Commune permettrait aux enfants et aux adolescents encadrés par trois animateurs de découvrir cette capitale européenne.

Le coût du séjour comprenant le voyage en avion, la pension complète et les activités, s'élèverait hors frais de personnel à environ 1 010 euros/enfants sur une base prévisionnelle de 24 enfants et 3 adultes.

Le Conseil à l'unanimité, approuve le projet proposé et fixe la participation des familles résidentes sur la

commune, à la somme de 400 €.

☞ *Lycée de Lorgues : Voyage scolaire en Italie - classe de seconde*

Monsieur le Maire informe que le Lycée général et technologique de Lorgues organise un séjour linguistique en Italie en mars 2017 pour les élèves de seconde. La participation demandée aux familles s'élève à 300 € par élève.

Il sollicite l'aide financière de la commune pour permettre aux cinq élèves aupsois d'y participer.

Le Conseil à l'unanimité, fixe la participation communale à 30 % du montant restant du par les familles, soit au maximum : 90 € par élève aupsois pour le séjour linguistique en Italie et précise que la participation sera versée au foyer social-éducatif ou à l'association du lycée au vu d'un état récapitulatif faisant ressortir les noms des élèves participant au séjour ainsi que le coût restant à la charge des familles.

☞ *Collège Henri Nans : Voyage linguistique en Espagne*

Monsieur le Maire informe que le Collège Henri Nans d'Aups souhaite organiser un séjour culturel et linguistique en Espagne du 30 avril au 6 mai 2017. La participation demandée aux familles s'élèvera à 345 € par élève.

Il sollicite l'aide financière de la commune pour permettre à quelques élèves aupsois d'y participer.

Le Conseil à l'unanimité, fixe la participation communale à **30 %** du montant restant dû par les familles, soit au maximum : 103.50 € par élève aupsois pour le séjour linguistique et culturel en Espagne et précise que la participation sera versée **UNIQUEMENT** au FOYER SOCIAL EDUCATIF de l'établissement scolaire au vu d'un état récapitulatif faisant ressortir les noms des élèves participant au séjour ainsi que le coût restant à la charge des familles.

☞ *Collège Henri Nans : Séjour à Ancelle (Hautes Alpes)*

Monsieur le Maire donne connaissance du séjour organisé par l'équipe EPS du Collège Henri Nans d'Aups, qui se déroulera à Ancelle (Hautes Alpes) du 15 au 19 mai 2017. Ce séjour s'adresse aux élèves licenciés de l'Association Sportive du Collège, dont le nombre d'aupsois nous sera communiqué ultérieurement.

La participation demandée aux familles s'élèvera à 235 € par élève.

L'équipe EPS du Collège sollicite l'aide financière de la commune pour les élèves aupsois concernés.

Le Conseil à l'unanimité, fixe la participation communale à **30 %** du montant restant dû par les familles soit au maximum : 70.50 € par élève aupsois pour le séjour à Ancelle et précise que la participation sera versée **UNIQUEMENT** au FOYER SOCIAL EDUCATIF ou à l'ASSOCIATION SPORTIVE de l'établissement scolaire au vu d'un état récapitulatif faisant ressortir les noms des élèves participant au séjour ainsi que le coût restant à la charge des familles.

☞ *Résiliation de la convention d'occupation du domaine public de Monsieur LIONS Marcel*

Monsieur le Maire donne connaissance de la lettre de Monsieur LIONS Marcel, nous informant de son désir de cesser l'occupation d'une partie du domaine public, située sur la parcelle cadastrée section C n° 195, lieudit "Le Moulin Bas", à compter du 1^{er} janvier 2017.

Le Conseil à l'unanimité, résilie la convention d'occupation du domaine public passée entre la Commune et Monsieur LIONS Marcel à compter du 1^{er} janvier 2017 et demande à Monsieur LIONS de respecter les termes de l'article 3 de la convention.

5 – PERSONNEL

☞ *Création de deux postes d'adjoint d'animation*

Monsieur le Maire explique que conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité. Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer

l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Compte tenu de l'accroissement d'activités au niveau de l'animation, il convient de renforcer les effectifs du dit service.

Le Conseil à l'unanimité, décide de créer dans l'intérêt du service, à compter du 1^{er} janvier 2017, deux postes d'Adjoint d'animation à temps non complet pour une durée hebdomadaire de 30 heures.

☞ Attribution d'un véhicule de service

Monsieur le Maire indique qu'il conviendrait d'attribuer à certains personnels de la mairie, un véhicule de service.

Monsieur le Maire tient à apporter quelques précisions sur le fonctionnement de cette mise à disposition :

- L'utilisation des véhicules de service s'effectue pour les seuls besoins de l'activité. Pendant les heures et jours de service, ils restent disponibles pour le service.
- En dehors des périodes de congés, ces agents sont autorisés à remiser le véhicule de service concerné à leur domicile, compte tenu des contraintes particulières liées à leur poste. Le remisage à domicile se limite à la plus courte distance du trajet domicile-travail, hors périodes de congés.
- Pendant les périodes de congé, le véhicule reste à disposition du service.
- Tout agent autorisé à utiliser le véhicule de service sur le trajet travail-domicile, qui au cours d'une période de 12 mois consécutifs est responsable de deux accidents, pourra se voir retirer cette autorisation.

Adoption à l'unanimité du Conseil.

6 – TRAVAUX

☞ Acquisition d'un véhicule utilitaire électrique

Monsieur le Maire rappelle que dans le cadre du dispositif TEPCV, l'appel à projet du Parc et du Pays A3V offre l'opportunité d'acquérir un véhicule utilitaire en répondant sur le volet "Mobilité électrique". Cet investissement est à considérer comme étant significativement performant du point de vue énergétique et de la réduction des gaz à effet de serre, avec à la clef une réduction importante des nuisances sonores au niveau du cœur du village lors des interventions quotidiennes des agents communaux.

Il expose que les modalités d'aide prévoient un soutien jusqu'à hauteur de 80 % du montant HT de l'investissement et que cet investissement devra être réalisé au plus tard fin 2019.

Le Conseil à l'unanimité, autorise Monsieur le Maire à proposer une fiche-action dédiée à l'acquisition d'un véhicule utilitaire électrique, pour un montant estimé à 35 903 € HT.

☞ Rénovation énergétique du Centre Culturel

Monsieur le Maire rappelle que la Commune a inscrit le Centre Culturel Anatole Lambert dans la démarche du dispositif d'Etat – Territoire à énergie positive pour la croissance verte (TEPCV), géré par le Ministère de l'Ecologie. Les modalités d'aide prévoient un soutien jusqu'à hauteur de 80 % du montant HT des travaux, et que les critères de l'appel à projet conditionnent notamment cette aide à la réalisation d'un audit énergétique et à la réalisation des travaux au plus tard fin 2019.

Le Conseil à l'unanimité, autorise Monsieur le Maire à finaliser la fiche-action dédiée à la rénovation du bâtiment dit "Centre Culturel d'Aups", pour un montant de travaux à 124 907.50 € HT.

7 – COMMUNAUTE DE COMMUNES LACS ET GORGES DU VERDON

☞ Election de membres supplémentaires

Monsieur le Maire rappelle aux membres du Conseil Municipal l'approbation des nouveaux statuts de la

Communauté de Communes LACS ET GORGES DU VERDON, par délibération n° 2016-92 en date du 2 novembre 2016, qui avait pour effet :

- D'intégrer de nouvelles compétences conformément à la loi NOTRe en date du 7 août 2015,
- D'intégrer CINQ nouvelles communes conformément à l'arrêté préfectoral n° 45/2016-BCL du 22 juillet 2016,
- De redéfinir les modalités de répartition des sièges communautaires conformément à la loi n° 2015-264 du 9 mars 2015 portant nouvel accord local de composition des conseils communautaires,

L'article L.5211-6-2 du Code Général des Collectivités Territoriales stipule notamment qu'en cas d'extension du périmètre d'un EPCI :

«(...) a) Si le nombre de sièges attribués à la commune est supérieur ou égal au nombre de conseillers communautaires élus à l'occasion du précédent renouvellement général du conseil municipal, les conseillers communautaires précédemment élus font partie du nouvel organe délibérant ; le cas échéant, les sièges supplémentaires sont pourvus par élection dans les conditions prévues au b ;

b) S'il n'a pas été procédé à l'élection de conseillers communautaires lors du précédent renouvellement général du conseil municipal ou s'il est nécessaire de pourvoir des sièges supplémentaires, les conseillers concernés sont élus par le conseil municipal parmi ses membres et, le cas échéant, parmi les conseillers d'arrondissement au scrutin de liste à un tour, sans adjonction ni suppression de noms et sans modification de l'ordre de présentation, chaque liste étant composée alternativement d'un candidat de chaque sexe. La répartition des sièges entre les listes est opérée à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne. Si le nombre de candidats figurant sur une liste est inférieur au nombre de sièges qui lui reviennent, le ou les sièges non pourvus sont attribués à la ou aux plus fortes moyennes suivantes ; ».

Compte-tenu des nouvelles modalités de répartition des sièges communautaire au 1^{er} janvier 2017, la Commune d'Aups disposera de SEPT sièges au lieu de trois, Monsieur le Maire invite donc le Conseil Municipal à procéder à l'élection de quatre sièges supplémentaires.

Considérant les candidatures suivantes :

Liste 1 : Sont candidats :

- Monsieur Bernard PANTEL
- Madame Marlène ROUX
- Monsieur Roland VIRY
- Madame Marie-Françoise BONAVENTURE

Liste 2 : Est candidat :

- Monsieur Jean-Pierre CIOFI

Le Conseil procède à l'élection des membres supplémentaires devant siéger au Conseil Communautaire :

- nombre de listes présentées :	2
- nombre de votants :	16
- nombre de bulletins déposés dans l'urne :	16
- nombre de bulletins blancs ou nuls :	0
- nombre total de suffrages exprimés :	16
- nombre de sièges à pourvoir	4

Ont obtenu :

- Liste 1 : 15 voix
- Liste 2 : 1 voix

Attribution des sièges à la représentation proportionnelle à la forte moyenne :

Nombre de sièges attribués :

- Liste 1 : 4 sièges
- Liste 2 : 0 siège

Sont donc élus représentants de la Commune au sein de la Communauté de Communes Lacs et Gorges du Verdon :

Liste 1 :

- Monsieur Bernard PANTEL
- Madame Marlène ROUX
- Monsieur Roland VIRY
- Madame Marie-Françoise BONAVENTURE

☞ *Proposition d'adhésion de la CCLGV au Syndicat Mixte Ouvert PACA Très Haut Débit*

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.1425-1, L.5211-17 et L. 5214-27, Vu la délibération n° 71-11-2016 du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Lacs et Gorges du Verdon en date du 09 Novembre 2016, validant le principe d'adhésion de la CCLGV au Syndicat Mixte Ouvert Provence-Alpes-Côte d'Azur Très Haut Débit,

A l'unanimité, le Conseil approuve l'adhésion de la Communauté de Communes Lacs et Gorges du Verdon au Syndicat Mixte Ouvert Provence-Alpes-Côte d'Azur Très Haut Débit pour l'exercice de la compétence en matière d'établissement et d'exploitation d'infrastructures et de réseaux de communications électroniques.

8 – CENTRE DE GESTION

Décision de confier la mission d'inspection dans le domaine de la prévention des risques professionnels

Monsieur le Maire rappelle que la Commune a obligation de nommer un assistant de prévention et un agent chargé de la fonction d'inspection (ACFI).

Il précise que l'assistant de prévention est un agent de la collectivité en l'occurrence notre responsable des services techniques et que le second est un professionnel de la prévention et propose de confier la mission d'inspection au Centre de Gestion du Var qui a développé un pôle Santé Sécurité en employant quatre professionnels.

Le coût forfaitaire annuel de l'intervention, fixé selon l'effectif de la collectivité, serait pour 2017-2019 de 400 €/an.

Afin de bénéficier de ce service et de dégager la commune de cette responsabilité, Monsieur le Maire propose de passer une convention avec le Centre de Gestion du Var.

A l'unanimité, le Conseil confie la mission d'inspection au Centre de Gestion du Var et d'adhérer à la convention du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2019 et autorise Monsieur le Maire à signer ladite convention.

9 – MEDECINE DU TRAVAIL

Renouvellement de la convention pour l'année 2017

Monsieur le Maire rappelle que depuis 1997, la commune adhère au Service Intercommunal de Médecine Professionnelle, organisé et dispensé par : l'A.I.S.T. (Association Interprofessionnelle de Santé au Travail) sise Impasse des Peupliers, Quartier Quiez, Espace Athéna, BP. 125-83192 OLLIOULES Cedex.

Monsieur le Maire propose de renouveler pour l'année à venir la convention avec l'AIST 83.

Le Conseil à l'unanimité, décide de renouveler son adhésion, pour l'année 2017, à l'A.I.S.T 83.

10 – DECISION DU MAIRE

☞ *Acquisition d'une scène mobile et de deux barnums à la Société Altrad Mefran Collectivités pour un montant de 21 090 € HT.*

11 – QUESTIONS DIVERSES

▪ *Questions orales :*

🔗 Madame Béatrice CATURLA :

- *Souhaite l'interdiction des cirques avec animaux*

R. La question sera examinée lors d'un prochain conseil.

🔗 Madame Marie-Pierre GALLIGANI : *Problème de sonorisation lors des cérémonies*

🔗 Monsieur Roland VIRY : *Où en est-on des énergies renouvelables ?*

Le 22 décembre, la société Solair Direct rencontre les élus pour présenter un projet à l'ouest du territoire de la commune.

La séance est levée à 22 heures 15.

Le secrétaire,
Pierre MEYERE

Le Maire,
Antoine FAURE